

# La rupture fiscale de François Hollande

Le Monde | 04.09.2013 à 17h46 | Par [Françoise Fressez](#)

Sous son air bonhomme, [François Hollande](#) est capable de vraies ruptures lorsqu'il est acculé. La "pause fiscale" que le président de la République a décrétée dans un entretien au *Monde* le 31 août, alors que son ministre du budget met la dernière main au projet de loi de [finances pour 2014](#), témoigne d'un spectaculaire retournement de doctrine.

Jusqu'à présent, en effet, ce socialiste aimait l'impôt. Il en défendait farouchement la légitimité : "Je suis convaincu qu'il faut [assumer](#) la confrontation avec la droite sur l'enjeu fiscal. Il révèle deux conceptions de la société, oblige à la responsabilité", écrivait-il en 2009. Trois ans plus tard, il a remporté l'élection présidentielle au terme d'une offensive menée contre [Nicolas Sarkozy](#) sur le terrain fiscal, avec utilisation de l'artillerie lourde, la fameuse taxe à 75 % sur la part des revenus supérieure à 1 million d'euros.

Plus tôt dans sa carrière, François Hollande avait déjà mené la bataille au sein de son propre camp. Jeune parlementaire, il avait rédigé en 1990 un rapport sur la fiscalité du patrimoine qui préconisait d'[augmenter](#) l'impôt sur les plus-values boursières contre l'avis du ministre de l'économie, Pierre Bérégovoy, lancé dans la dérégulation des marchés financiers. En 2001, alors premier secrétaire du PS, il avait de nouveau engagé l'offensive, cette fois contre la [politique](#) de baisse d'[impôts](#) menée à Bercy par Laurent Fabius : cela le choquait que la gauche puisse [faire](#) un geste en faveur des contribuables, y compris les plus riches. Et en 2007, il n'avait pas hésité à [parasiter](#) la campagne de Ségolène Royal en défendant une hausse de l'impôt sur les revenus supérieurs à 4 000 euros net par mois, alors que la candidate ne voulait surtout pas [effaroucher](#) les classes moyennes.

Aujourd'hui, pourtant, François Hollande est obligé de [dire](#) stop, et, comme il le reconnaît, "plus tôt" que prévu. Si bien que son gouvernement est agité par de curieuses contorsions : en même temps qu'il augmente la cotisation des salariés et des employeurs pour [colmater](#) les trous de l'assurance-retraite, Jean-Marc Ayrault doit [promettre](#) des compensations plus ou moins intégrales afin de [calmer](#) la fronde qui monte. On n'y comprend goutte, si ce n'est que le président est tombé dans le piège de l'impôt, exactement comme son prédécesseur.

Nicolas Sarkozy, c'était a priori tout l'inverse : dès son arrivée, il avait misé sur le "choc fiscal", une diminution d'impôts de 11 milliards d'euros avec comme mesures phares, le bouclier fiscal, la baisse des droits de succession, la [défiscalisation](#) des heures supplémentaires. Cinq années plus tard, percuté de plein fouet par la crise des subprimes puis par celle des dettes souveraines, M. Sarkozy a quitté le [pouvoir](#) en laissant une addition fiscale de près de 30 milliards d'euros touchant les hauts revenus, les classes moyennes et les [entreprises](#). Pressé par Bruxelles de réduire les déficits, l'ex-président n'a jamais assumé la potion fiscale qu'il a servie aux Français, s'accrochant au bouclier fiscal. Mais il en a été finalement la victime,

apparaissant comme celui qui avait tenté de ménager jusqu'au bout les riches tandis que les autres trinquaient.

### Ne pas [casser](#) la fragile reprise

On ne comprend rien à la situation actuelle si on n'additionne pas cette séquence de trois ans : 2011, 2012, 2013, qui a vu l'ensemble des prélèvements [augmenter](#) de plus 60 milliards d'euros, droite et gauche confondus, quel que soit le discours servi. Cette ponction continue, sur fond de croissance en berne et de baisse du [pouvoir](#) d'achat, a fini par [jouer](#) comme un électrochoc. C'est comme si les Français avaient collectivement testé les limites de leur modèle. Cette fois, l'overdose est avérée. Il aura fallu pour cela que le taux de prélèvements obligatoires monte à 46,3 % de la richesse nationale !

Parce qu'elle a beaucoup à se [faire](#) pardonner de ses électeurs et qu'elle est dans l'opposition, l'[UMP](#) réagit fort : elle prône une "*thérapie de choc*" (version Fillon), une "*baisse massive*" des impôts (version Copé), avec à la clé "*100 milliards d'euros de réduction des dépenses publiques en cinq ans*" qui restent cependant entièrement à détailler, tant le sujet reste explosif.

Parce qu'il est en responsabilité, François Hollande décrète la pause fiscale pour ne pas [risquer](#) de [casser](#) la fragile reprise de la croissance qu'il dit [entrevoir](#) depuis le 14 juillet et qui, seule, peut [aider](#) à réduire les déficits sans [faire](#) trop de casse sociale. Cette pause pourrait n'être qu'un geste opportuniste, en attendant des jours meilleurs.

Elle va cependant bien au-delà. Ainsi [Pierre Moscovici](#) n'hésite pas à [reprendre](#) à son compte l'argument du patronat et de la droite. En parlant lui aussi de "*ras-le-bol fiscal*", le ministre de l'économie assume la défaite idéologique de la gauche sur l'impôt, et il le fait sans s'[attirer](#) de réelles remontrances au sein de son parti. En privé, les "hollandais" reconnaissent que le trop-plein est atteint. Et l'aile gauche du parti, qui préconise une "*vraie réforme fiscale*" par le biais de la fusion [impôt sur le revenu](#)-CSG, ne sait plus comment défendre sa position tant le mot "impôt" provoque désormais la suspicion. Y compris dans les milieux populaires.

En 2001, [Laurent Fabius](#) avait choqué les siens en arguant que la gauche pouvait [perdre](#) les élections à cause de l'impôt. Douze ans plus tard, c'est à elle de [prouver](#) qu'elle ne les a pas déjà perdues, à cause de l'impôt.

fresso@lemonde.fr